



L'auteur du célèbre ouvrage intitulé «Accordée avec fraude», Jean Bruno Tagne, est en France depuis quelques jours dans le cadre d'une tournée de présentation et de promotion de ce livre. Dans une interview accordée au média russe Sputnik, le journaliste-écrivain revient sur ce chef-d'œuvre qui fait l'autopsie du processus électoral au Cameroun, d'Ahidjo à Biya, et se demande bien comment sortir du cycle des élections contestées. L'ancien patron du desk politique du journal LeJour, fait également le tour d'horizon des grandes questions de l'actualité camerounaise, notamment la crise dans les régions anglophones, et le double scrutin de février 2020.

237actu.com vous propose l'intégralité de l'interview

Le gouvernement camerounais a demandé la suspension de l'attribution du contrat du port à conteneurs de Douala au groupe suisse TIL, dans l'attente d'un jugement demandé par le groupe français Bolloré. Évincé en janvier dernier, comment comprendre le retour dans la course du groupe français?

Le retour de Bolloré dans l'attribution du marché du terminal à conteneurs du port de Douala est l'expression de l'offensive diplomatique française contre Yaoundé. Il intervient quelques jours après la visite au Cameroun de Jean-Yves Le Drian. C'est quelque chose de terrible pour l'image et la souveraineté du Cameroun qu'un simple ministre réussisse en moins de 48 heures

à tordre le bras aux autorités locales pour revenir dans la course pour l'attribution d'un marché aussi important que celui-là. Les parties n'ont même pas eu la décence de faire semblant de bien organiser les choses. On a parfaitement fait le lien entre la rencontre de Jean-Yves le Drian-Paul Biya et le retour de Bolloré dans la course à l'attribution de ce marché. Nous, Africains, avons une conception très romantique des relations internationales, on observe les choses, on a des sentiments. Les autres sont intraitables lorsqu'il s'agit d'obtenir des marchés, la France, par exemple, ne parle plus de démocratie. Elle peut aller jusqu'à ôter des vies pour atteindre cet idéal. Là on est vraiment dans le réalisme cruel de la France. Au lieu de pleurnicher, le Cameroun doit apprendre à défendre ses intérêts et à traiter avec ses partenaires, y compris l'ancienne puissance coloniale, d'égal à égal. Or, cela ne me semble pas avoir été le cas dans le processus d'attribution du marché du terminal à conteneurs du port autonome de Douala.

Votre livre «Accordée avec Fraude - De Ahidjo à Biya, comment sortir du cycle des élections contestées» porte sur le processus électoral au Cameroun dans un contexte marqué par une longue crise postélectorale. Quelles leçons peut-on tirer de la dernière élection présidentielle au Cameroun ?

La principale leçon qu'on peut tirer de cette élection contestée du 7 octobre 2018 est qu'il est important de créer un cadre qui permette des élections justes et transparentes. La crise postélectorale que vit le Cameroun a peut-être des proportions inférieures à ce que qui peut se vivre ailleurs, mais il n'en sera pas toujours ainsi. Il viendra un temps où le peuple exprimera de façon violente son ras-le-bol face au travestissement permanent de son choix. Cette élection a aussi achevé de convaincre ceux qui pouvaient encore en douter que le code électoral actuel et les institutions en charge de la conduite du processus électoral sont à la solde du pouvoir. Tout cela doit être revu de manière consensuelle. Dans le contexte actuel, les élections au Cameroun, c'est du fake total

Dans votre ouvrage, vous passez au crible le processus électoral camerounais, d'Ahmadou Ahidjo à Paul Biya. Comment «l'ingénierie de la fraude électorale» a-t-elle réussi à faire son lit dans le système gouvernant camerounais ?

Je montre dans cet ouvrage que la fraude électorale au Cameroun date de longtemps, depuis Ahmadou Ahidjo. Il a été élu député pour la première fois parce que la France impérialiste avait besoin d'une personne «sûre». Elle a donc jeté son dévolu sur lui et a tout organisé pour son ascension. Lorsque Ahmadou Ahidjo est arrivé au pouvoir en 1960 avec l'indépendance du Cameroun, il a continué d'organiser des élections, mais en réalité, il s'agissait simplement d'un dispositif dont le but était de se donner un vernis démocratique, ce n'était certainement pas une compétition saine. Quand son successeur, le Président Paul Biya, est arrivé au pouvoir, il n'a pas fait mieux.

On était dans la continuité. En 1990, à la faveur du retour au multipartisme, les premières élections ont été assez difficiles pour lui. Il était habitué jusque-là à des élections monolithiques, sans compétition et avec des résultats connus d'avance. Avec le retour au multipartisme, les choses ont changé, au moins sur la forme. Paul Biya est passé à côté d'une défaite historique lors de l'élection présidentielle d'octobre 1992. Seul le coup de pouce ultime de la Cour suprême lui a permis de garder son fauteuil présidentiel. Le score, certes artificiel, était serré :

39,97% pour le Président Biya et 35,96% pour le suivant, Fru Ndi. Il a décidé que plus jamais on ne l'y reprendrait et a donc mis en place une véritable ingénierie de la fraude qui ne donne aucune chance à ses adversaires. Ses scores, depuis 1992, tournent désormais autour de 70 et 80%.

Vous êtes de ceux qui pensent qu'il est plus qu'impératif de repenser les élections au Cameroun en commençant par la révision du code électoral car la paix sociale et la stabilité en dépendent fortement. Comment parvenir à sortir de cette spirale des élections contestées?

Tout doit commencer par une prise de conscience globale. Tous les Camerounais, peu importe leur sensibilité politique, doivent comprendre que la gouvernance dans un pays, le rapport d'un dirigeant au peuple est très souvent lié à la manière dont il est arrivé au pouvoir. S'il est vraiment le choix du peuple par le biais d'une élection juste et transparente, il ne peut que suivre sa volonté puisque sa réélection en dépend. Par contre, lorsqu'un dirigeant se maintient au pouvoir par la violence et de fausses élections, le peuple ne compte pas. Il engraisse son armée et s'assure que le jeu électoral est bien verrouillé. Il peut alors dormir tranquillement. Comment peut-on être déclaré vainqueur d'une élection à 71% sans avoir fait campagne, sans avoir accordé la moindre interview, en se faisant représenter partout? Lorsque les Camerounais auront pris conscience de l'incongruité de tout cela, ils se battront pour avoir un cadre légal juste et consensuel pour des élections acceptables. Cela passe par la modification en profondeur du code électoral, un changement substantiel de la composition des membres d'Elections Cameroon, l'organe en charge de l'organisation du processus électoral et référendaire au Cameroun, et du Conseil constitutionnel.»

Alors que le dernier scrutin continue d'alimenter la polémique et que le code électoral n'a toujours pas été modifié, Paul Biya vient de convoquer le corps électoral pour des élections le 9 février prochain. Est-ce nécessaire dans ce contexte?

Convoquer le corps électoral pour les élections législatives et municipales le 9 février 2020 dans la situation actuelle est une insoutenable provocation. Aujourd'hui, nous avons deux régions du Cameroun, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, qui sont en crise avec des compatriotes qui ont pris des armes pour revendiquer leur sécession. Il est évident que les élections ne peuvent pas se dérouler de façon normale dans ces deux zones où les armes crépitent à longueur de journée. L'urgence aurait été de pacifier d'abord ces régions avant d'aller aux élections pour permettre à ces compatriotes qui se plaignent de marginalisation de participer eux aussi au processus électoral de façon sereine. En allant vers des élections forcées, quasiment sans eux, on acte une sécession de fait de ces deux zones.

En dehors des conflits pour l'indépendance et du combat pour les libertés des années 90, le Cameroun n'a plus connu de période aussi trouble. Le régime en place présente-t-il des signes d'essoufflement?

Ce que nous vivons au Cameroun est une atmosphère de fin de règne. Il faut quand même rappeler que le Président de la République est âgé de 87 ans, dont 37 passés au pouvoir. Il est fatigué et cela se voit. Le portail des camerounais de Belgique. Il ne contrôle plus grand-chose et même si cela semble être un sujet tabou, beaucoup pensent à sa succession, y compris

dans son propre camp. Les gens se positionnent comme ils peuvent, mais très discrètement parce que dans les rangs du pouvoir de Yaoundé, l'ambition a presque été criminalisée. Les uns et les autres se surveillent, s'épient, se constituent un fonds de guerre au cas où, etc. C'est une ambiance assez délétère et qui n'augure rien de bon quant à l'avenir.» Par ailleurs, le code électoral est décrié depuis longtemps. Après le grand dialogue national convoqué par le Président de la République, on aurait pu penser qu'il s'ensuivrait une modification consensuelle du de ce code. Cela aurait apaisé une situation politique très tendue depuis la fin de l'élection présidentielle contestée du 7 octobre 2018. Mais le pouvoir a fait le choix du passage en force. Difficile dans ces conditions de savoir ce que nous promet l'avenir.»

Comment voyez-vous l'après-Biya, son système a-t-il des chances de lui survivre?

L'après-Biya est une source d'angoisse pour tous les Camerounais. Le plus inquiétant c'est qu'il y a un flou total et personne ne sait ce qu'il entend faire, ni quels sont ses plans. C'est son système qui va le plus en souffrir parce que pendant tout son règne, il a pris le soin de ne pas promouvoir de second, quelqu'un capable de reprendre les clés de la maison en l'absence du chef. Ce qui promet de belles batailles entre les hommes du même système dans le but de contrôler le pouvoir après Biya. Dans ces conditions, le système ne peut que s'autodétruire.

Le renouveau a célébré ses 37 ans le 6 novembre dernier... À l'aube de son accession à la magistrature suprême, Paul Biya avait placé sa mandature sous le signe de la «rigueur et de la moralisation». Quel commentaire pouvez-vous faire a posteriori?

«C'était une ambition noble: la rigueur et la moralisation. À l'heure du bilan, on peut constater que le Président, sur ce plan-là, a globalement échoué. Le Cameroun a quand même été deux fois champion du monde de la corruption et c'est un fléau qui continue de sévir. Les détournements de fonds publics sont courants et le Président de la République, avec une justice aux ordres, pratique une lutte contre la corruption à plusieurs vitesses. Il fait interpeler qui il veut quand il veut, ce n'est pas systématique. Le fait d'avoir fait emprisonner quelques anciens proches collaborateurs n'a rien changé et n'a même pas eu de valeur pédagogique ou dissuasive du fait de la non-systématisation de ces interpellations. Un exemple récent, c'est celui de la Coupe d'Afrique des nations 2019 que le Cameroun devait accueillir. Le Président Paul Biya avait solennellement déclaré que le Cameroun serait prêt le jour dit. Cela ne fut pas le cas et ceux qui ont infligé au Cameroun cette humiliation n'ont jamais été inquiétés. Il y a eu une extraordinaire corruption dans la réalisation des chantiers de la CAN, plusieurs milliards ont été engloutis pour rien. Et les responsables de cette déculottée sont toujours membres du gouvernement, certains ont même été promus.»

Quel est donc, selon vous, le principal héritage de ce régime?

«Si le président Paul Biya avait quitté le pouvoir il y a quelques années, il serait parti la tête haute. Le pays était relativement stable, il n'y avait pas la crise dans les régions anglophones, la situation politique était globalement calme et le tribalisme n'avait pas atteint les proportions qu'on observe aujourd'hui. L'insécurité dans les régions du Nord avec Boko Haram et les coupeurs de route n'existaient pas. Or, maintenant, s'il venait à partir en l'état actuel des choses, il sortirait incontestablement par la petite porte. On retiendrait de lui qu'il a reçu un

pays sans effort dans la paix et la concorde nationale mais qu'il le laisse dans un triste état. Deux régions importantes revendiquent leur sécession parce qu'elles estiment ne pas être suffisamment intégrées dans la République, le tribalisme s'est décomplexé, régulièrement instrumentalisé par le pouvoir qui s'en sert pour se perpétuer, l'enrichissement illicite est monnaie courante et sur le plan économique, le pays s'enfoncé chaque jour un peu plus. Plus grave: sur le plan institutionnel, c'est le flou le plus total.»
